

l'entreprise privée, exception faite des cas où les institutions du pays aident les PME et les micro-entreprises (micro-crédit).

Le Fonds koweïtien contribue également aux ressources des institutions multilatérales de développement. Ses contributions totales aux autres institutions s'élevaient à 944 millions de dollars US à la fin de 1996 et étaient réparties entre le Fonds arabe, la BADEA, la Banque africaine de développement et le Fonds africain de développement, la Compagnie inter-arabe pour la garantie des investissements, l'Association internationale de développement (AID) et le FIDA. Le FKDEA collabore avec plusieurs institutions nationales, régionales et internationales de développement en vue de coordonner les efforts et la participation dans le domaine du financement de projets. En conséquence, le Fonds a cofinancé 261 projets avec des institutions de ce genre en 1996. On estime que le cofinancement correspond à environ 44 % du montant total de l'aide financière dispensée par le Fonds.

Deux fois par année, le groupe de coordination des institutions nationales et régionales de développement se réunit. Ce groupe comprend le Fonds koweïtien, le Fonds d'Abou Dhabi, le Fonds de l'Arabie saoudite et le Fonds arabe (ce dernier constituant le secrétariat), de même que le Fonds de l'OPEP pour le développement international (établi à Vienne) et la Banque islamique de développement. Le FKDEA, du fait qu'il est le membre le plus ancien (1961) et qu'il est reconnu comme étant le mieux pourvu en personnel, assume souvent un rôle de chef de file. Il serait donc avantageux pour les Canadiens qui cherchent à obtenir un financement régional conjoint de tenter d'intéresser le FKDEA à chercher des possibilités de cofinancement avec ses institutions soeurs.

Outre le financement de projets, le Fonds fournit un financement pour des études de préinvestissement et de faisabilité dans le cadre de son mandat d'aide technique. Certaines sociétés canadiennes d'experts-conseils ont tiré parti de ce mécanisme, mais les possibilités d'une participation plus intensive sont très grandes. Le Fonds a pour politique de transformer le prêt d'aide technique en prêt de projet si le projet se réalise; sinon, le prêt d'aide est considéré comme une subvention non remboursable.

Le Fonds est chargé de la gestion des subventions directement accordées par l'État du Koweït et, à ce titre, il est un organe de la politique étrangère de l'État, sous réserve du fait qu'un projet doit être jugé viable pour être étudié. Cela a créé de nouvelles possibilités pour les sociétés canadiennes étant donné que de nombreux pays des Caraïbes, par exemple, qui sont